POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

VOUS VOULEZ EN FINIR AVEC LE REGIME DES GISCARD, BARRE ET CHIRAC

"La France vit au-dessus de ses moyens" dit le chef des patrons, R. Barre.

Quelle France ? Pas celle des travailleurs qui se tuent au travail pour un pouvoir d'achat toujours plus faible ; pas celle des chômeurs (surtout des jeunes et des femmes) que leur situation pousse parfois au suicide ; pas celle des petits paysans ruinés par le marché commun capitaliste.

Ceux-là vivent dans leur chair, l'austérité, le chômage, les licenciements, la ruine de régions entières.

Et Giscard, Barre, Chirac annoncent, cyniquement, que cela va empirer et durer : le programme de la droite c'est encore plus d'austérité et de misère ; c'est la répression de tous ceux et celles (travailleurs immigrés, militants syndicaux, anti-nucléaires, militantes féministes) qui refusent et résistent. La société que nous promet la droite, c'est celle du "travaille et tais-toi". Libéral ce régime ? Libre de se faire exploiter ! Mais pas de contrôler notre travail et ce que l'on produit, pas de refuser le programme nucléaire, pas de dominer son corps et sa vie quand on est une femme.

En mars 1978, la droite demande un nouveau bail afin d'avoir les mains libres pour bloquer les salaires, licencier, réprimer, tuer.

Dites-lui non ! Au premier tour comme au second, pas une voix pour ses candidats ! DEHORS, GISCARD, BARRE, CHIRAC !

MAIS QUE PEUVENT CHANGER LE PROGRAMME COMMUN ET UN GOUVERNEMENT D'UNION DE LA GAUCHE ?

Pendant des années, les partis de l'union de la gauche ont présenté le programme commun comme le grand moyen de sortir le pays de la crise, de donner satisfaction aux travailleurs et d'amorcer un profond changement de politique.

Après avoir refusé toute riposte unie et résolue contre le plan Barre et le régime Giscard, le P.C. et le P.S. s'affrontent aujourd'hui sur des questions qui n'ont rien à voir avec les véritables exigences des travailleurs.

Ni l'un, ni l'autre ne sont prêts à mener la lutte pour les 35 heures, pour le droit au travail, pour les femmes, pour le soutien aux comités de soldats. Ils ont rivalisé de discrétion et de passivité au moment où la justice française livrait Klaus Croissant. Ils se querellent sur une poignée de filiales, mais ils sont l'un et l'autre d'accord pour que l'économie de marché, autrement dit le capitalisme et l'exploitation, demeure la règle. De même, ils sont toujours d'accord pour garder Giscard, respecter la constitution de 58, refuser l'autodétermination des Tom-Dom, maintenir l'armement nucléaire et accepter l'alliance atlantique.

Le programme commun, version P.C. ou P.S., ne peut être qu'un programme de gestion du capitalisme. Il ne permet ni de sortir de la crise, ni à plus forte raison de marcher au socialisme. Décidément ce qu'ils proposent n'est pas ce qu'attendent les travailleurs. On ne peut pas leur faire confiance. Le gouvernement constitué pour appliquer ce programme ne serait pas un gouvernement au service des travailleurs. Malgré les quelques mesures initiales favorables aux travailleurs (SMIC, augmentation des droits syndicaux, etc...), il serait contraint, faute de rompre avec le système capitaliste, d'en subir la logique en mettant en oeuvre une politique d'austérité, dite de "gauche", comme le font le Parti Travailliste anglais, le Parti Socialiste portugais ou encore le Parti Communiste italien.

Pour imposer nos revendications et sortir de la crise :

Il faut l'unité des travailleurs.
Il faut en finir avec ce régime.
Il faut rompre avec le capitalisme.
Il faut marcher au socialisme.

UNE AUTRE VOIE EST POSSIBLE

• Celle de la lutte unie des travailleurs pour la défense immédiate et intransigeante de nos revendications :

— Le SMIC à 2 400 F et la garantie du pouvoir d'achat
— Un emploi pour toutes et tous
— La semaine de 35 heures
— Le droit de travailler et vivre au pays.

• Celle de la lutte :

— contre toutes les formes d'oppression et de discrimination envers les femmes, les jeunes et les immigrés,
— contre le programme électro-nucléaire du gouvernement,
— contre notre propre impérialisme pour le droit à l'autodétermination des Tom-Dom.

Une telle lutte débouche inévitablement sur l'affrontement avec l'appareil d'état bourgeois et la nécessité de se battre pour un gouvernement au service des travailleurs, s'appuyant sur la mobilisation et l'auto-organisation des masses pour :

• exproprier les grands moyens de production et les banques, instaurer le monopole d'état sur le commerce extérieur, réduire massivement le temps de travail ; ces mesures permettront le contrôle et la gestion directe des masses dans le cadre d'une planification démocratique de l'économie ;

• épurer l'administration, démanteler la hiérarchie militaire, armer les travailleurs ;

• développer la solidarité internationale des travailleurs et opposer à l'Europe des polices et du capital, l'Europe des travailleurs.

En réalité, aucune de nos revendications les plus élémentaires ne pourra être satisfaite durablement sans abattre le système de profit et d'exploitation qu'est le système capitaliste.

travailleuses, travailleurs,

En votant au second tour pour les candidats réformistes les mieux placés, vous contribuerez à chasser la droite sans pour autant soutenir la politique de Marchais et Mitterrand.

Mais au premier tour,
femmes qui luttez pour le droit au travail, pour la libre disposition de votre corps, contre toute oppression et discrimination ;
jeunes qui luttez pour le droit à la parole, au travail et à l'épanouissement ;
soldats qui luttez pour garder sous l'uniforme les droits de travailleurs à part entière ;
nationalités et régions opprimées qui luttez pour vos droits culturels et politiques pour vivre et travailler au pays.

travailleuses, travailleurs,

• qui refusez l'austérité de droite comme de gauche,

• qui refusez la collaboration de classe,

• qui voulez chasser Giscard, Barre,

• qui voulez dire à Marchais et Mitterrand que s'ils l'emportent, il faudra compter avec vos exigences, votre vigilance, votre mobilisation.

VOTEZ POUR VOS REVENDICATIONS, POUR LES SOLUTIONS SOCIALISTES A LA CRISE

VOTEZ

Bruno DELANNOY
Titulaire

28 ans
ouvrier de la métallurgie,
membre de la L.C.R.

Marcelle MINET
Suppléante

38 ans,
travailleuse aux Chèques Postaux
membre de l'OCT

présentés dans le cadre de l'accord unitaire des révolutionnaires regroupant les comités communistes pour l'Autogestion, la Ligue communiste révolutionnaire, l'Organisation communiste des travailleurs, sous le sigle

POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS